

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de pierre  
CS 60036  
59820 GRAVELINES

Gravelines, le 10 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EQIOM**

Usine de Dannes  
B.P.1  
62187 DANNES

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\EQIOM (ex ORSIMA)\_Dannes\_0007000190\2\_Inspections\2022 04 05 Démantèlement-cessation\

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement EQIOM implanté Usine de Dannes B.P.1 62187 DANNES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EQIOM
- Usine de Dannes B.P.1 62187 DANNES
- Code AIOT dans GUN : 0007000190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société EQIOM exploite une cimenterie sur le territoire de la commune de Dannes. L'activité du site est autorisée par les arrêtés préfectoraux des 21/09/1981 et 16/05/2001 complétés par les arrêtés préfectoraux du 12/05/2003, 04/02/2008 et 30/01/2013.

La société était également autorisée à procéder à la valorisation énergétique de déchets industriels comme combustibles du four, et à la valorisation matière de déchets industriels.

Début 2013, l'exploitant avait annoncé l'arrêt du four, confirmé par le dépôt d'un dossier de cessation d'activité partielle de la cimenterie en mars 2016.

A ce jour, EQIOM poursuit une activité de broyage de clinker et fabrication de liants hydrauliques routiers, ces activités étant autorisées par l'arrêté préfectoral du 30/01/2013.

Le ciment est fabriqué dans un broyeur ciment en mélangeant du clinker, du gypse et des poussières de four. Le clinker et les poussières de four proviennent principalement du site de Lumbres mais peuvent également provenir d'autres sites du groupe (en fonction de la qualité du ciment fabriqué, le clinker de Lumbres ne pouvant pas être utilisé pour toutes les qualités de ciment du marché).

Les liants sont produits principalement en mélangeant des poussières de four, du laitier, de l'anhydrite, de la chaux vive et des ciments.

Ces activités sont assurées en 2022 par une équipe de 12 personnes. Les productions s'élèvent approximativement à 200 000 tonnes pour l'année 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative
- Gestion des eaux

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives
- « sans suite administrative »

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats (hors points de contrôle)**

L'exploitant a présenté un état des lieux des activités reprises sous la nomenclature des ICPE à avril

2022, ses projets de démantèlement (équipements) et de libérations de terrains (cessions foncières).

Pour rappel, EQIOM a déposé en 2016 un dossier de cessation partielle d'activité de ses activités de valorisation énergétique des déchets par co-incinération et de fabrication de ciment en four rotatif. C'est dans ce cadre que les futures opérations de démantèlement s'inscrivent. L'inspection a insisté sur l'importance de conserver l'ensemble des analyses en flancs et fonds de fouille des opérations d'excavation.

Projets de cessions foncières :

Le site souhaite vendre deux parties foncières, l'une située au sein du périmètre ICPE autorisé et défini par les parcelles 98-100-101-102 et la seconde, concerne la parcelle 132 non reprise dans l'arrêté préfectoral.

- Parcelle 132 : 3 groupes électrogènes nécessaires au fonctionnement de la cimenterie y étaient jadis exploités. Bien que cette parcelle ne soit pas reprise dans l'arrêté préfectoral modifié, elle a été le siège d'activités ICPE à minima reprises sous les rubriques 2910 et ex-1432 de l'établissement.
- Futur parcelle « projet industriel » : Cette partie du site a été le lieu d'exploitation d'installations connexes au process de la cimenterie.

Dans le cadre de ces deux cessions immobilières, l'exploitant a déclaré qu'aucune mise à l'arrêt définitif d'ICPE n'était envisagée (rubriques ICPE restent applicables au reste du site). Bien qu'il n'y ait pas de mise à l'arrêt définitif d'ICPE au niveau de l'établissement, la modification des conditions d'exploitation et du périmètre de l'établissement nécessitent le dépôt d'un rapport à connaissance qui devra développer des attendus similaires à un dossier de cessation d'activité, à savoir :

→ Etude historique étayée et argumentée vis-à-vis des activités exercées, analyses de sols et justification d'un usage compatible avec l'usage actuel industriel ;

- Justificatifs de la mise en sécurité ainsi qu'un plan de gestion ayant comme objectif de permettre un usage industriel.

1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;

2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

- et la justification qu'en outre, le site doit être placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles précités.

L'examen du dossier qui sera remis donnera lieu à la rédaction d'un APC afin de redéfinir l'emprise de l'exploitation modifiée et le tableau actualisé de la situation administrative.

L'inspection attire l'attention des autres points suivants :

- Il n'y a pas de changement d'exploitant possible pour la rubrique 2515, ni pour le forage qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration officielle et qui requiert ainsi une obturation/ comblement.

- En cas de pollution résiduelle, la mise en place de SIS pourra être envisagée.

- Lors de la cession immobilière, les éléments portant sur la connaissance de la qualité des sols seront à communiquer à l'acquéreur au titre des dispositions de l'article L.514-20 du Code l'environnement.

- La poursuite de la surveillance des eaux souterraines sera maintenue à la charge d'EQIOM.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/02/2008, article 26.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
VALEURS LIMITES D'EMISSION	AP Complémentaire du 04/02/2008, article 28.8.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 04/02/2008, article 26.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/01/2013, article 2	/	Sans objet
Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 04/02/2008, article 26.1.	/	Sans objet
Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/02/2008, article 27.2	/	Sans objet
Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 04/02/2008, article 65.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En parallèle de ses opérations de démantèlement inscrites dans le cadre de sa cessation partielle d'activité de 2016, l'exploitant envisage de céder une partie de son périmètre foncier. Un porter à connaissance sera à adresser à l'administration en conséquence.

En ce qui concerne les points de contrôle, il ressort de la visite d'inspection la nécessité de clarifier la poursuite de l'usage de l'eau de forage. Deux forages ont été constatés en mauvais état et non utilisés depuis 2013. Ils sont ainsi susceptibles de générer des pollutions entre niveaux aquifères et/ou les eaux souterraines. L'exploitant doit procéder à une remise en état ou une obturation selon les cas.

Les résultats d'analyses des rejets en eaux pluviales vers l'étang de la carrière mettent en exergue des dépassements de valeurs limites sur les paramètres pH et Matières En Suspension MES. L'exploitant doit s'en justifier et présenter les mesures envisagées pour y remédier.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2013, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Activités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b> Le tableau des installations classées pour la protection de l'environnement repris à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2008 composant la cimenterie est remplacé par le tableau suivant (annexe 1) :
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance un tableau de classement actualisé de ses activités reprises dans la nomenclature ICPE :  Fabrication de ciment, chaux, plâtres (rubrique 2520) – 1 200 t/jour - régime d'autorisation. Il n'y a plus de fabrication de clinker sur le site mais fabrication de ciment par broyage de clinker associé à d'autres matières.  Traitement de déchets dangereux ou contenant des substances dangereuses - (rubrique 2790) - régime d'autorisation. Traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791) - 500 t/jour régime d'autorisation  Pour les rubriques 2790 et 2791, l'exploitant procède à la valorisation des déchets de résidus de process tels que le laitier de haut fourneau, les poussières de four et les cendres volantes.  Broyage, concassage ... de produits minéraux ou déchets non dangereux non inertes (rubrique 2515) - 5530 kW - régime d'autorisation.  Stockage et emploi de liquides inflammables (rubrique 4734) - 14 m <sup>3</sup> - régime à préciser (utilisé pour le chauffage) - l'unité utilisée est erronée. A exprimer en tonnage et non en volume et à détailler.  Stockage et emploi d'acétylène (rubrique 4719) - 0,6 t - régime de déclaration.  Station-service (distribution de GNR) (rubrique 1435) - non classé.  Il souhaite ajouter la rubrique 1510 pour le stockage de produits magasin sous un régime non classé et conserver l'exploitation du forage Guignard.  Demande 1 : dans le porter à connaissance, l'exploitant transmettra la liste actualisée de ses activités reprises dans la nomenclature des ICPE et IOTA. Il veillera à exprimer les activités selon les unités des rubriques de la nomenclature des installations classées.  Il joindra un plan précis du nouveau périmètre d'exploitation consécutivement à la libération de terrains, idéalement avec les nouvelles parcelles cadastrales afin qu'elles soient reprises dans l'arrêté préfectoral complémentaire.  La situation administrative du site pourra faire l'objet d'une inspection spécifique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2008, article 26.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des approvisionnements en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'approvisionnement en eau de l'usine de DANNES est indiqué selon son utilisation dans le tableau ci-après : [...] Forage dit Guignard de la cimenterie - Utilisation industrielle pour appoint de circuits compresseurs, étanchéité des pompes, nettoyage, lutte contre l'incendie – 50 m <sup>3</sup> par jour maximum – 16 000 m <sup>3</sup> par an maximum [...]
<b>Constats :</b> Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence de deux forages sur le site.  Le forage GUIGNARD repris dans l'arrêté préfectoral, est situé sur l'emprise ICPE actuelle du site. L'exploitant a déclaré qu'aucun prélèvement n'avait été réalisé en 2021.  Le second forage, non référencé dans l'arrêté préfectoral, se situe sur l'emprise foncière destinée à être vendue. L'exploitant a déclaré qu'aucun prélèvement n'a été réalisé en 2021 sur cet ouvrage.  Demande 2 : l'exploitant justifiera la liste exhaustive des ouvrages présents sur son site et les éléments administratifs et techniques associés (date de création/coordonnées BSS/caractéristiques techniques ...) en précisant les volumes d'eau susceptibles d'être prélevés par jour et an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Prélèvements et consommation d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2008, article 26.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'utilisation d'un forage en nappe
<b>Prescription contrôlée :</b> 26.2.2 - Cessation d'utilisation d'un forage en nappe  La mise hors service d'un forage doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.  L'exploitant prendra toutes les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'empêcher la pollution des nappes d'eau souterraines. Ces mesures devront être définies en liaison avec un hydrogéologue extérieur et soumises à l'approbation de l'inspection des installations classées et du service chargé de la police des eaux souterraines.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite de terrain, l'inspection a été amenée à visualiser deux forages, le forage Guignard et un second forage à proximité de la zone "délayeur".  Or, l'exploitant a déclaré lors de la visite avoir cessé ses approvisionnements en eau de forage depuis 2013 sur ces deux ouvrages.  Non conformité : L'exploitant justifiera la poursuite d'exploitation du forage Guignard. A défaut, il se conformera aux dispositions de l'article 26.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2008 modifié.  En ce qui concerne le forage à proximité de la zone des délayeurs, en l'absence de document justifiant d'une situation administrative régulière, l'exploitant procédera à son comblement/obturation conformément aux dispositions de l'article 26.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2008 dans un délai de 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription